

Ce n'est pas la France des Gilets jaunes qui s'est mobilisée

Premier bilan

Le Centre de recherches politiques des Sciences Po, le Cevipof, a assisté à 250 débats sur tout le territoire. Il a aussi analysé toutes les données sur ces réunions locales. Son directeur, Martial Foucault, présente à l'Opinion les grandes lignes de cet ambitieux travail alors que s'achève, ce vendredi, la phase de collecte des contributions des Français au grand débat.

Matthieu Depréck

« LES FRANÇAIS ONT EU ENVIE DE REJOINDRE LA DERNIÈRE PRÉSIDENTIELLE »

COMBIEN DE FRANÇAIS ONT-ILS PARTICIPÉ AU grand débat ? La plateforme Internet recense 10 025 réunions locales, dont, d'après nos observations, beaucoup de doublons. Nous sommes donc plus proches des 9 000. Or, de nombreuses villes ont organisé quatre ou cinq débats. On estime ainsi que 4 400 communes se sont mobilisées dans le cadre de la consultation nationale, soit une commune sur dix. Par ailleurs, sur la base de notre échantillon aléatoire de débats observés, on estime à 70 personnes l'audience moyenne de ces réunions locales. 630 000 Français se seraient donc engagés. Cela représente 1,5 % du corps électoral.

La carte du nombre de débats par habitant fait apparaître une faible mobilisation dans le nord de la France, dans les régions des Hauts-de-France et du Grand Est (point 1 sur la carte). Mais, il faut apporter une nuance. Avec l'Observatoire des débats, nous avons étudié la plateforme du grand débat mais aussi celle du « Vrai débat », gérée par des Gilets jaunes. Nous avons ainsi pu observer que plusieurs « vrais débats » se sont tenus, par exemple, en Picardie.

Cette partie du nord de la France a également connu une forte progression du Rassemblement national (ex-FN) ces dernières années. Peut-on tracer une correspondance entre présence du RN et faible mobilisation dans le cadre du grand débat ? On ne peut, en tout cas, pas soutenir la thèse selon laquelle le grand débat aurait permis aux Français d'exprimer leur mécontentement ailleurs que dans les urnes. Cela aurait pu être le cas si le grand débat et le vrai débat avaient occupé le même espace.

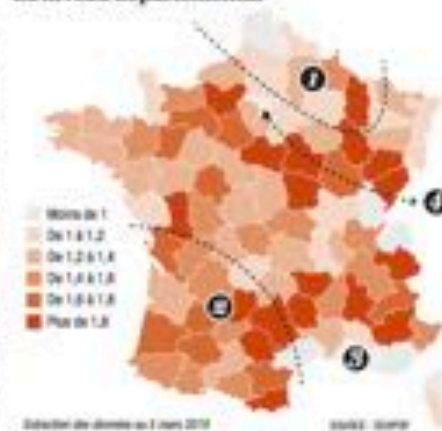
Déclassement et abandon. À l'opposé de ce quart nord-est de la France, marqué électoralement par une forte opposition à Emmanuel Macron, le sud-ouest s'est, lui, largement exprimé en faveur du chef de l'État lors de la dernière élection présidentielle (point 2 sur la carte). S'est-il davantage mobilisé dans le cadre du grand débat

pour soutenir l'opération d'Emmanuel Macron ? Je n'ai pas la réponse. En revanche, il faut regarder du côté de la situation économique de ces territoires. Depuis la crise de 2008, ils ne peuvent plus dépendre de la commande publique, bien moins généreuse. Peut-être se sont-ils mobilisés pour partager leur sentiment de déclassement et d'abandon. Par ailleurs, ces mêmes départements, fortement investis dans le grand débat, ne comptent aucune métropole sur leurs terres. Au contraire, en Loire-Atlantique (Nantes), dans les bouches-du-Rhône (Marseille - point 3 sur la carte), dans le Rhône (Lyon), on note une faible densité de débat rapportée au nombre d'habitants. Dans les territoires ruraux, le grand débat apparaît comme l'unique espace de discussions politiques. J'ai pu observer dans ces réunions une envie des Français de rejouer la dernière élection présidentielle. C'est une séance de ratissage après une campagne agitée par les polémiques et les scandales, dont l'affaire Fillon. Les réunions locales du grand débat sont devenues de nouvelles arènes politiques.

Enfin, arrivons-nous sur le cas particulier de Paris (point 4 sur la carte). Le nombre de débats par arrondissement y est incroyable. Sur toute la capitale, 350 débats ont été organisés. Et alors que, sur tout le territoire, 60 % de ces rencontres étaient initiées par des maires et quelques députés, à Paris, ce sont surtout les citoyens (48 %), les associations, les fédérations professionnelles, les chambres consulaires, les corporations qui ont pris l'initiative de tenir ces réunions. Tous ces groupes y ont vu une occasion de défendre leurs intérêts. Seuls vingt-deux débats ont été proposés par les élus parisiens.

@mdepreck

Nombre de débats par habitant au niveau départemental



Géolocalisation des débats



« UNE AFFAIRE DES VILLES ET ENCORE, PAS DES QUARTIERS DITS PRIORITAIRES »

À PREMIÈRE VUE, cette géolocalisation des débats semble se confondre avec une carte du nombre d'habitants au kilomètre carré. Les réunions locales se concentrent dans les très grandes villes. Mais il faut regarder de plus près les aires urbaines, qui figurent également sur cette carte, pour s'apercevoir que les débats sont plus rares dans les zones rurales et qu'ils se tiennent surtout dans la ville centre de l'aire urbaine (point 1 sur la carte). Or, le mouvement des Gilets jaunes s'est justement concentré dans le périurbain.

Cette carte des débats révèle un autre enseignement quand on la compare aux lieux de mobilisation des Gilets jaunes. La géolocalisation des réunions locales est totalement décorrélée des lieux de blocage observés depuis le 17 novembre. La ligne Biarritz-Strasbourg, surmontée la diagonale du vide (point 2 sur la carte), a connu de fortes mobilisations de Gilets jaunes mais n'a accueilli que très peu de débats locaux.

Le grand débat a été conçu comme une réponse à cette crise sociale mais l'organisation spontanée déployée par les maires et les associations ne correspond pas aux lieux de leurs actions (point 3 sur la carte). D'ailleurs, dans les 250 débats auxquels nous avons assisté, nous avons relevé la présence de moins de 10 % de Gilets jaunes. Ces derniers privilégient la plateforme développée par les leurs, le « Vrai débat ». Si la réponse politique se construit sur les conclusions du grand débat, elle a peu de chances de pleinement satisfaire les Gilets jaunes.

Le grand débat est devenu une affaire des villes et encore, pas des quartiers dits prioritaires. On ne peut pas dire que le grand débat a été organisé dans toutes les diversités territoriales du pays. Ce n'est pas étonnant de retrouver dans le public peu de minorités visibles, peu de jeunes et beaucoup de retraités.

Exaspérations personnelles. Au Cevipof, nous nous sommes également intéressés aux organisateurs de ces réunions locales. 60 % sont initiés par les maires, un pourcentage qui grimpe à 70 % dans les zones rurales. J'ai d'ailleurs été frappé de constater que dans les réunions tenues dans les villes de moins de 1 500 habitants, les gens ne se connaissent pas tous. Emmanuel Macron a été accusé d'utiliser ce grand débat pour annoncer sa campagne

Une démocratie directe ? Absolument pas. Une démocratie délibérative ? Peut-être. Encore aurait-il fallu que les organisateurs cherchent le consensus

aux européennes. Mais compte tenu du poids important des maires dans le grand débat et de la proximité des élections municipales, il convient plutôt de souligner que cette consultation nationale offre un terrain de pré-campagne aux élus locaux, qui ont pu en profiter pour cerner les attentes de leurs administrés en vue de la prochaine campagne dans leur commune.

Finalement, ce grand débat s'est tenu à l'initiative des maires et non des citoyens. Il est faux de penser que ces deux mois préfigurent l'installation d'une nouvelle forme de démocratie. Une démocratie directe ? Absolument pas. Une démocratie délibérative ? Peut-être. Encore aurait-il fallu que les organisateurs cherchent le consensus. Nous sommes plutôt face à une démocratie consultative ou de consociation dans laquelle on ne cherche pas un accord. Le grand débat est une mollesse, qui prend tout sur son passage. Les participants ne cherchent pas le bien commun, mais expriment des demandes individualistes et souvent des exaspérations personnelles. J'ai observé dans ces débats une impossibilité à se projeter collectivement. Ce n'est pas forcément inquiétant. Le sociologue Bruno Latour voyait un avantage aux doléances personnelles : elles permettent de se lier. Une fois mis à nu, les citoyens peuvent se mettre à construire un projet commun.

M.D.